

**COOPERATIVES
D'EPARGNE ET DE CREDIT,
ENQUETE FONCIERE**

Les députés adoptent deux projets de loi

L'Assemblée populaire nationale a consacré une séance plénière hier à l'adoption d'un projet de loi portant institution d'une procédure de constatation du droit de propriété immobilière et la délivrance de titres de propriété par voie d'enquête foncière ainsi qu'au projet de loi relatif aux coopératives d'épargne et de crédit.

Le premier texte de loi vise à faciliter la délivrance de titres de propriété afin d'encourager la construction de logements, l'activité agricole et les opérations de crédit hypothécaire.

Cette procédure de constatation est applicable à tout immeuble non encore soumis aux opérations de cadastre général lancées en 1975 mais exclut les terres dites précédemment arch et les biens wakfs. Toute personne physique ou morale exerçant une possession sur un tel bien peut demander l'ouverture d'une enquête foncière en vue de faire constater son droit de propriété et de se faire délivrer un titre de propriété.

La requête d'ouverture d'enquête foncière doit être adressée au responsable des services de la Conservation foncière de wilaya.

Le projet de loi relatif aux Coopératives d'épargne et de crédit permettra, quant à elle, la création d'institutions qui offriront des services financiers de base à des coûts très économiques. Précisons à ce titre que la commission des finances et du budget de l'APN a introduit trois amendements à ce texte de loi.

Ces nouveaux articles ont pour but de garantir les droits des épargnants. Les deux lois ont été adoptées par la majorité des élus, le Parti des travailleurs ayant voté contre le projet relatif aux coopératives d'épargne et de crédit.

Signalons enfin qu'en l'absence du ministre des Finances, ce dernier s'est fait représenter par le ministre délégué à la Réforme financière.

T. H.

**COOPERATION ALGERO-
TURQUE DANS LE DOMAINE
DE LA JUSTICE**

Signature d'un protocole d'accord

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux Tayeb Belaïz et son homologue turc Cemil Çiçek ont signé hier à Alger un protocole d'accord visant à renforcer la coopération bilatérale dans le domaine juridique et judiciaire. La visite du ministre turc de la Justice intervient suite à celle effectuée en Turquie en mai 2005, par Tayeb Belaïz, la première pour un ministre algérien de la Justice dans ce pays.

Ainsi, à la faveur de ce protocole d'accord, les deux parties ont convenu à des échanges d'expériences et d'expertise dans le domaine judiciaire et juridique.

«Une coopération qui sera élargie à d'autres domaines», a souligné Tayeb Belaïz qui indiquera au passage que l'Algérie a déjà ratifié 53 accords dans le domaine judiciaire et juridique avec plusieurs pays alors que 43 autres sont en cours de préparation. Des chiffres qui traduisent, selon le ministre de la Justice, «l'ouverture de la justice algérienne sur le monde».

Il convient de noter que lors de son séjour qui s'achèvera samedi prochain, le ministre turc de la Justice effectuera des visites dans plusieurs structures relevant du département de la justice dont le siège de la Cour suprême, le Conseil d'Etat et l'Ecole supérieure de la magistrature.

L. M.

**«LES PERSPECTIVES DE COOPERATION
SONT MEILLEURES EN 2007»**

Le retour en force des Russes

La coopération algéro-russe pourra-t-elle redevenir aussi forte et privilégiée qu'au temps de l'ère socialiste ? Tout porte à le croire, en tout cas, les Russes comptent bien reprendre leur place sur l'échiquier économique et commercial et pour cela, ils ne lésinent pas sur les moyens. Armement, gaz, industrie, hydraulique, pharmacie et pétrochimie sont là les secteurs qui passionnent les Russes intéressés par l'investissement direct. La visite prévue dans dix jours du ministre russe de l'Energie marquera le début d'une série d'échanges pour l'année 2007 entre les officiels des deux pays en vue de mettre en application tous les grands projets conclus en 2006.

Ilhem B. Tir - Alger (Le Soir) - L'ambassadeur de la Fédération de Russie en Algérie Vladimir Titorenko a dressé hier un bilan positif de l'année 2006 en ce qui concerne les échanges économiques et commerciaux entre les deux pays en affirmant que l'année 2007 sera celle de la concrétisation de tous les grands projets de partenariat étant donné que le climat social et financier dans les deux pays est favorable.

Une série de visites de ministres des deux Etats est programmée pour l'année 2007. La première est celle du ministre de l'Energie russe qui viendra dans une dizaine de jours en compagnie des responsables de six entreprises afin d'achever le partenariat engagé avec Sonatrach. Pour rappel, la signature d'un accord d'entente entre le géant russe

Gazprom et Sonatrach avait donné lieu à des inquiétudes publiquement exprimées par certains acteurs politiques européens. Le Pdg de Sonatrach avait répondu qu'il n'y avait rien de spécial dans cet accord avec Gazprom.

L'ambassadeur russe est revenu hier sur cette question, précisant que les deux pays veulent augmenter le volume de leur production en faveur de l'Europe.

Mais les Européens, qui avaient tiré des évaluations alarmistes du bras de fer qui a opposé la Russie et l'Ukraine au sujet du gaz, gardaient une certaine inquiétude de voir ces principaux fournisseurs conclure une «alliance» et leurs inquiétudes persistent malgré les assurances données par l'Algérie d'où l'investissement algérien dans les gazoducs Medgaz et Galsi, dont la réalisation est une sécurisation

de taille pour le marché européen. L'année 2006 aura été, dans les relations algéro-russes, historique en matière de coopération et d'échange à tous les niveaux selon M. Vladimir Titorenko. Elle consacre également 44 ans de relations soutenues mais dominées par la coopération militaire, la Russie (et l'ex-URSS) étant le premier fournisseur, à hauteur de 95% selon les estimations, de l'ANP et la dernière visite en Algérie du chef d'état-major des Forces armées russes confirme l'ambition du Kremlin d'être le premier fournisseur d'armement de l'armée algérienne.

Pour cette question également, l'ambassadeur a tenu à répondre aux craintes non justifiées formulées dernièrement par certains pays, notamment le Maroc.

Pour rappel, le général d'armée Youri Nikolaevitch Balouevski, premier adjoint au ministre de la Défense et chef d'état-major général des forces armées de la Fédération de Russie, a été reçu en décembre dernier par le chef d'état-major Gaid Salah et selon le communiqué du MDN, «les entretiens avaient porté sur les relations de coopération militaire et leur développement».

Cette visite était intervenue à quelques jours de la

livraison des premiers chasseurs MIG. «Durant les années 80 et 90, il n'y avait pas de nouvelles inventions dans le domaine de l'armement à cause de la conjonction du pays», a souligné l'ambassadeur avant d'ajouter : «Maintenant les temps ont changé et nous avons du neuf à offrir aux Algériens et cela ne représente à aucun cas un danger pour les autres pays.»

Ce qui est significatif c'est l'engagement des deux capitales à aller plus loin dans les relations et dépasser rapidement le stade des intentions.

L'Algérie constitue pour la Russie un sérieux client qui se place en bonne position dans la liste des clients du moment qu'elle se positionne en tête des ventes d'armes dans le monde pour les deux années 2005 et 2006. Rappelons que l'Algérie a honoré ses dettes envers la Russie.

Mais l'aspect militaire, quoique traditionnellement dominant dans ces relations, commence à perdre de son poids face à l'ouverture d'autres cieux d'investissement dans d'autres domaines tels que la pétrochimie, la pharmacie et l'hydraulique. Et maintenant «l'essentiel, c'est le renouvellement des liens culturels», a-t-il conclu.

I.T.

SALON DE L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE

Djazagro ouvrira ses portes le 16 avril

La cinquième édition du salon Djazagro se tiendra à Alger du 16 au 19 avril 2007, dans le pavillon central du Palais des expositions de la Safex. Les professionnels nationaux et étrangers actant dans les secteurs de la boulangerie, la pâtisserie, la restauration, l'hôtellerie, les industries agroalimentaires, les boissons, l'emballage et le conditionnement y seront regroupés.

L'annonce a été faite hier au siège de la Chambre de commerce et d'industrie (CACI) par les organisateurs de l'événement, à savoir pour la partie française, Bertrand Laurent, et pour la partie algérienne, Rabah Allilat.

En constante progression depuis sa création en 2003, le salon Djazagro a rassemblé durant la précédente édition 308 exposants-fabricants de 19 pays, dont plus de 82% hors Algérie. 8 500 professionnels sont venus leur rendre visite sur quatre jours. «C'est une progression de 57,8 % pour l'ensemble des exposants internationaux», a noté Bertrand Laurent. Ce dernier précise que la participation des exposants hors France et Algérie est en progression notable de 100% par rapport à 2005. A ce titre, les organisateurs



l'exemple des Tunisiens qui préfèrent participer à ce salon que d'aller en France pour nouer des contacts. Un taux de participation important, pour le nombre d'exposants ou de visiteurs, du fait que l'Algérie ne peut répondre à la demande intérieure, tant en matière de biens d'équipement qu'en matière de biens de consommation et de produits agroalimentaires.

En effet, notre pays est le principal importateur de denrées agroalimentaires du continent africain avec un total de 25% des importations. La production nationale ne peut répondre à la deman-

de intérieure pour certains produits de base comme les céréales, le lait, l'huile, le sucre et surtout pour les biens d'équipement, les emballages et le conditionnement. Ceci d'une part. D'autre part, l'Algérie développe sa production agricole et a donc de grands besoins d'équipements de transformation. De surcroît, les opérateurs nationaux exportent à nouveau certains produits agricoles tels les agrumes, le vin, les tomates et les dattes. Ce qui fait que le secteur de l'agroalimentaire est très porteur pour le développement du partenariat.

Concernant la boulangerie, selon les statistiques présentées, depuis 4 ans, plus de 800 nouvelles boulangeries ont été installées dans le pays, la création et la modernisation se poursuivent, notamment pour les équipements de fabrication et cuisson. La restauration et l'hôtellerie sont aussi en pleine évolution. Les organisateurs de Djazagro notent que sous-équipé, le pays va devoir combler son retard pour répondre aux besoins de la population et du tourisme, qui va se développer.

Pour l'édition de 2007, Djazagro devra poursuivre, d'après Bertrand Laurent, sa progression et mettra en place plusieurs nouveautés afin de profiter de cette dynamique.

Il s'agit des trophées Djazagro 2007, de fournitures de boulangerie avec un laboratoire de pâtisserie en fonctionnement et un programme de conférences. Et ne visant que les professionnels, le prix d'entrée sera de 500 DA.

A noter que le premier salon professionnel Forum Labo Algérie ouvrira ses portes en même temps que Djazagro. Il s'agit d'une manifestation généraliste pour les laboratoires.

Meriem Ouyahia